



Son porte-parole, **Ali Coulibaly**, a mis en ordre de bataille la cellule de communication et des médias du RDR, baptisée **Cellcom** et au sein de laquelle travaillent notamment **Mas-séré Touré**, ancienne collaboratrice de **Danielle Ben Yahmed** au sein de **Difcom**, la régie communication et publicité du groupe **Jeune Afrique** (LC n°506), **Amadou Coulibaly**, alias "Amsboutigui", et **Alpha Soumahoro Yaya**, ancien journaliste à la télévision ivoirienne. La cellule Cellcom utilise beaucoup le web. Le groupe de communication **Voodoo**, de l'homme d'affaires béninois **Fabrice Sawegnon**, proche d'**Hamed Bakayoko**, ministre des nouvelles technologies de l'information et trésorier du RDR, apporte sa touche de professionnalisme à la communication locale de Ouattara.

Henri Konan Bédié - qui demeure toujours à la tête du **PDCI**, malgré les ambitions de plusieurs barons de l'ancien parti unique - boycotte la télévision et la radio d'Etat. Pour se faire entendre, il compte surtout sur les éditions **Le Réveil** qui publient le quotidien *Le Nouveau Réveil* et le magazine *Le Repère*. Le patron de ces éditions est **Denis Kah Zion**, membre du bureau politique. Au niveau du PDCI, **Augustin Dahouet-Boigny** occupe le poste de secrétaire général adjoint, chargé de la communication du parti, tandis que **Koudougnon Ballet**, journaliste formé à Lille (France), s'occupe plus particulièrement de la communication de **Djédjé Mady**, le secrétaire général du parti. Enfin, ancien cadre d'Elf, **Emile Ebrotié**, membre du bureau politique du PDCI, est directement chargé de la communication personnelle de l'ancien président.

GUINÉE

Le shadow cabinet de "Super El Dadis"

► "Super El Dadis", comme le surnomme le journal *Le Lynx*, n'est pas près de rendre le sceptre tout neuf du pouvoir. Il a formé le 14 janvier un gouvernement à sa main, reléguant le premier ministre **Kabiné Komara** en simple interlocuteur de la communauté internationale.

Tous les postes de souveraineté sont aux mains des membres du **Conseil national pour la démocratie et le développement** (CNDD), l'organe de la junte. Si le général de brigade **Mamadouba "Toto" Camara**, premier VP du CNDD ainsi que ministre de la sécurité et de la protection civile, est le premier des ministres du gouvernement, le véritable numéro deux de la junte est le lieutenant-colonel **Sékouba Konaté** - promu général de brigade I -, ministre à la présidence en charge de la défense. De plus, ancien patron de "Dadis" au **BATA** (Bataillon autonome des troupes aéroportées), **Sékouba Konaté** a été nommé à la tête d'un nouveau Comité des audits qui doublera le ministère des audits, de la transparence et de la bonne gouvernance, confié à **Joseph Kadino**, précédemment directeur adjoint de la dette publique. Le "terminator" de la junte est le lieutenant **Claude Pivi**, alias "Coplan", nommé ministre chargé de la sécurité présidentielle. C'est avec les commandos de ce dernier que **Moussa Dadis Camara** s'était emparé des armes lors du pillage de la poudrière au camp Alpha Yaya en janvier-février 2007, lorsqu'une partie de la troupe comptait se joindre à la révolte populaire.

Les autres militaires placés à des portefeuilles stratégiques sont le commandant **Kéléti Faro**, secrétaire général de la présidence ; le capitaine **Mamadou Sandé** (économie et finances) ; le commandant **Siba Loalamou** (justice, garde

des Sceaux) ; l'intendant militaire le colonel **Mamadou Korka Diallo** (commerce, industrie et PME) ; le colonel **Maturin Bangoura** (télécommunications et nouvelles technologies) ; et le capitaine **Moussa Tiékolo Camara**, secrétaire d'Etat à la présidence, chargé des services spéciaux, de la lutte antidrogue et du grand banditisme. Le nouveau chef de la diplomatie, **Alexandre Cécé Loua**, ancien ambassadeur à Bonn, est aussi un proche du président, originaire comme lui du sud-ouest du pays.

Sur le plan ethnique, ce sont les "Forestiers" qui ont désormais les manettes en main. Le premier ministre a semble-t-il eu son mot à dire sur la nomination du ministre des mines et de l'énergie, **Mamadou Thiam**, précédemment VP de l'**UBS** à New York. Mais comme tous les contrats se négocieront à la présidence... Autre nomination emblématique de la volonté du nouvel homme fort de la Guinée de tout contrôler : la désignation d'un membre du CNDD, **Alpha Yaya Diallo**, comme DGA des douanes, chargé du parc à conteneurs, en remplacement de **Bruno Bangoura**, neveu d'**Henriette Conté**, ex-première dame... (Lire p.4, les anciens de **Total**)

@ Alerte reçue par les abonnés le 16 janvier

CENTRAFRIQUE

L'affaire Saifee Durbar

► Condamné à trois ans d'emprisonnement en France, **Saifee Durbar** a été reconduit au poste de vice-ministre des affaires étrangères. Petit souci entre Paris et Bangui...

Le 19 janvier, le général-président **François Bozizé** a reconduit par décret (n°09-023) l'homme d'affaires **Saifee Durbar** au poste de vice-ministre des affaires étrangères et de la coopération. (La "coopération" est un nouveau portefeuille puisque le nouveau chef de la diplomatie centrafricaine, le général **Antoine Gambi**, est ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et de la francophonie).

Une reconduction qui n'est pas sans poser de problèmes diplomatiques puisque **Saifee Durbar**, né au Pakistan, a été condamné pour "escroqueries" par la cour d'appel de Paris, le 26 avril 2007, à trois ans d'emprisonnement, une amende de 375 000 € et à payer - avec ses associés - 2,5 millions \$ à **Overseas Financial Ltd** et à **Oaktree Finance Ltd**. Ces deux plaignants estiment avoir été escroqués dans une affaire de *roll program* (montage impliquant des sociétés fictives avec une caution en pierres précieuses).

A la suite de cette condamnation, un mandat d'arrêt et d'extradition, en particulier auprès de Londres, a été lancé contre **Saifee Durbar**, qui avait déjà été nommé le 9 juin 2008 par le président **Bozizé** "ministre-résident de la République centrafricaine en Grande-Bretagne". Le 4 décembre 2008, M^e **Jean-Chrysostome Wang-You Sando**, l'avocat français de **Saifee Durbar**, s'est rendu au Quai d'Orsay pour faire valoir "l'immunité de juridiction pénale, d'une inviolabilité totale à l'étranger" de son client. Il s'est notamment entretenu avec **Assia Sixou**, sous-directrice des conventions et de l'entraide judiciaire. L'avocat a précisé que dans la lettre de mission de son portefeuille ministériel, **Saifee Durbar** est aussi chargé de "la promotion des relations commerciales de la Centrafrique avec l'Europe et l'Asie, ainsi que des capitaux privés étrangers à Bangui".

Il est vrai que **Saifee Durbar** est plus un homme d'affaires qu'un diplomate. Proche du ministre des mines et neveu du